

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 22-26 octobre 2007

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2007/9-C/1
7 septembre 2007
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT CAMBODGE 10305.1

Aide aux populations en situation de crise

Nombre de bénéficiaires	Total: 1 782 000 femmes: 871 000; hommes: 911 000
Durée de l'intervention	3 ans (1 ^{er} janvier 2008–31 décembre 2010)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	90 844 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût total des produits alimentaires	36 012 148
Coût total pour le PAM	56 926 108

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB*: M. A. Banbury Anthony.Banbury@wfp.org

Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional pour l'Asie.



RESUME

Le Cambodge, l'un des pays d'Asie du Sud-Est les plus exposés aux catastrophes, est également un pays à faible revenu et à déficit vivrier parmi les moins avancés, qui sort tout juste de plusieurs décennies de guerre civile et de stagnation économique. En dépit de progrès récents, il se classe au 129^e rang sur 177 pays d'après l'indicateur de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement: 4,6 millions de personnes sur une population de 13,4 millions vivent au-dessous du seuil de pauvreté; 2,6 millions d'entre elles connaissent une situation d'extrême pauvreté et font face à de graves privations de nourriture. On estime que 37 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance, 36 pour cent, une insuffisance pondérale et 7 pour cent, une émaciation. La prévalence du VIH/sida et de la tuberculose dans la population adulte est l'une des plus élevée de l'Asie du Sud-Est.

Entre 2004 et 2006, 6 pour cent en moyenne de la récolte de riz a été détruite par la sécheresse, les inondations ou l'infestation des cultures. L'accroissement des inégalités et du nombre de paysans sans terre, tout comme la détérioration des ressources auparavant collectives, ont diminué la capacité de survie des populations en situation d'insécurité alimentaire. L'accès limité des pauvres à l'éducation et aux services de santé, les bas niveaux d'investissement dans les infrastructures publiques et la faiblesse des structures de gouvernement perpétuent l'insécurité alimentaire et la dénutrition, particulièrement dans les zones rurales.

L'intervention prolongée de secours et de redressement proposée vise à améliorer la capacité de résistance et de survie des ménages vulnérables grâce à la fourniture d'une aide alimentaire ciblée, conforme aux Objectifs stratégiques 2, 3 et 4 du PAM, sous la forme: i) d'une alimentation scolaire et de rations à emporter; ii) d'une aide alimentaire aux personnes vivant avec le VIH/sida et aux ménages comptant des orphelins ou d'autres enfants vulnérables; iii) d'une aide alimentaire aux ménages comprenant des patients atteints de tuberculose; et iv) d'une réduction du risque de catastrophe par la création d'avoires communautaires, par des activités Vivres au profit de la formation et par des opérations de secours. Des évaluations récentes telles que la Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire de 2007 et l'examen à mi-parcours de 2006 ont été utilisées pour établir un ordre de priorités.

L'intervention est conforme aux objectifs du Plan stratégique en matière d'éducation, du Plan stratégique du secteur de la santé et du Plan national de développement stratégique. La fourniture d'une aide alimentaire contribue directement aux objectifs 1, 2, 3 et 6 du Millénaire pour le développement au Cambodge.

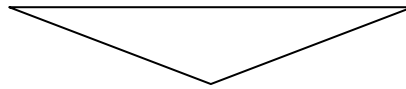
Pour faciliter une phase de transfert intégrée, le PAM donnera la priorité aux partenaires susceptibles de proposer des activités complémentaires telles que des activités génératrices de revenus. Au vu des ressources limitées, le renforcement des capacités des organismes de contrepartie gouvernementaux sera incorporé dans les programmes de formation existants. En tant que Président de l'Équipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes, le PAM



continuera de superviser les activités visant à renforcer la capacité du Comité national pour la gestion des catastrophes, afin que le Cambodge puisse faire face aux inondations et aux sécheresses.

La croissance économique et la stabilité politique récentes ainsi que les projections de revenus du pétrole et du gaz pour 2010 laissent entrevoir à long terme une diminution de la nécessité d'une aide alimentaire extérieure. On prévoit que la contribution du Gouvernement, qui a débuté en 2007, augmentera pendant la durée de l'intervention; toutefois, comme dans d'autres pays comparables à faible revenu, l'un des effets directs pourrait être un accroissement des inégalités et une certaine instabilité. Le désengagement du PAM à l'issue de l'intervention dépend de conditions préalables telles que l'amélioration de la sécurité alimentaire et l'investissement de ressources gouvernementales dans des secteurs sociaux importants; ces conditions devront être appréciées lors de l'évaluation à mi-parcours de 2009.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'IPSR 10305.1 "Aide aux populations en situation de crise" proposée pour le Cambodge (WFP/EB.2/2007/9-C/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.2/2007/15) publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION ET SCENARIOS

Contexte de la crise

1. Après 30 ans de conflit et d'isolement, le Cambodge connaît une stabilité politique et une croissance économique soutenue. Ses ressources naturelles et ses secteurs touristique et manufacturier ont attiré des flux de plus en plus importants de capitaux étrangers ces dernières années. Des élections locales et nationales, l'émergence d'acteurs de la société civile et la mise en place d'un tribunal chargé de juger les crimes de guerre des Khmers rouges sont signes d'une nouvelle ère de paix et de sécurité.
2. Toutefois, la population est encore en phase de rétablissement après des décennies de guerre, de déplacements des populations et de stagnation économique. Le Cambodge est un pays à faible revenu et à déficit vivrier qui se classe parmi les pays les moins avancés, au 129^e rang sur 177 pays d'après l'indicateur de développement humain établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); le revenu annuel par habitant est de 454 dollars É.-U.¹ et l'espérance de vie à la naissance, de 57 ans².
3. Sur une population de 13,4 millions d'habitants, 4,6 millions de personnes, soit 35 pour cent, vivent au-dessous du seuil de pauvreté³; 2,6 millions d'entre elles, principalement dans les zones rurales, connaissent une situation d'extrême pauvreté et font face à des carences alimentaires chroniques⁴. Les inégalités croissantes, notamment entre populations urbaines et rurales, sont exacerbées par des disparités dans l'accès à l'éducation et aux services de santé; ainsi, le coefficient de Gini est passé de 0,35 en 1994 à 0,42 en 2004⁵.
4. La faiblesse de la gouvernance publique, le manque de capacités et l'inefficacité des services publics entravent le développement des zones rurales dans lesquelles vit 85 pour cent de la population⁶. En 2005, la Banque mondiale a classé le Cambodge parmi les pays à faible revenu en difficulté ou en état de fragilité⁷. En 2006, selon l'indice de la

¹ Fonds monétaire international (FMI), 2006. *Cambodia, Selected Issues and Statistical Appendix* (Cambodge, Questions sélectionnées et annexe statistique). Rapport de pays n° 06/265. Phnom Penh.

² PNUD, 2006. *Rapport annuel sur le développement humain*. New York.

³ PAM, 2007. *Classification intégrée de la phase humanitaire et de l'insécurité alimentaire – Projet pilote pour le Cambodge*. Rome.

⁴ Nations Unies, 2005. *Plan-Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Cambodge (2006-2010)*, Phnom Penh.

⁵ Banque mondiale, 2006. *Cambodia: Halving Poverty by 2015 – Poverty Assessment 2006* (Cambodge: réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2015 – Évaluation de la pauvreté). Phnom Penh.

⁶ Transparency International, 2006. *National Integrity Systems Country Study Report: Cambodia 2006*. Le Cambodge se classe au 151^e rang sur 163 pays d'après l'indice de perception de la corruption de Transparency International.

⁷ Banque mondiale, 2005. *Engaging with Fragile States: An IEG Review of World Bank Support to Low-income Countries Under Stress* (Engagement auprès des États fragiles: examen par le GEI de l'appui de la Banque mondiale aux pays à faible revenu en difficulté). Washington DC.



faim dans le monde de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), le Cambodge figure parmi les 12 pays dont la situation est "extrêmement préoccupante" pour ce qui concerne la faim et la dénutrition.

Sécurité alimentaire et nutrition

5. L'enquête démographique et sanitaire de 2005 au Cambodge a montré une certaine amélioration, mais la malnutrition des enfants de moins de 5 ans reste une urgence silencieuse: on compte 37 pour cent d'enfants présentant un retard de croissance, 36 pour cent souffrant d'insuffisance pondérale et 7 pour cent, d'émaciation⁸; 1 enfant cambodgien sur 12 meurt avant l'âge de 5 ans⁹. La mortalité maternelle est de 472 décès pour 10 000 naissances vivantes⁸. En 2006, le Cambodge se plaçait en 97^e position sur 120 pays d'après l'indicateur sexospécifique de développement humain².
6. La faible diversité d'un régime alimentaire dans lequel 65 pour cent des calories sont apportées par le riz et d'autres céréales aboutit à des carences graves en micronutriments: 47 pour cent des femmes en âge de procréer et 62 pour cent des enfants de moins de 5 ans sont anémiés². Parce qu'elles n'ont pas suffisamment accès à l'eau et aux systèmes d'assainissement, les populations pauvres utilisent mal les aliments et souffrent de problèmes de santé. Diarrhées, infections respiratoires et paludisme sont les principales causes de mortalité et de morbidité, notamment chez les enfants.
7. Le taux de prévalence du VIH/sida chez les adultes (1,9 pour cent) compte parmi les plus élevés du continent asiatique¹⁰. La prévalence de la tuberculose est la plus forte de toute l'Asie du Sud-Est: le Cambodge figure parmi les 22 pays qui connaissent les taux d'infection les plus élevés¹¹; 10 pour cent des personnes atteintes de tuberculose sont également séropositives¹¹. Cette situation représente un défi de taille pour la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté, et alourdit la charge pesant sur le système de santé.
8. Les difficultés auxquelles se heurte les populations rurales ont un impact négatif sur leur sécurité alimentaire: accès limité au crédit et à des terres cultivables, précarité du régime foncier, éloignement des marchés et des services, faiblesse des niveaux d'éducation et coefficients de dépendance élevés. Les ventes sur saisie, usurpations et achats spéculatifs de terres contribuent également à creuser les inégalités en matière de propriété foncière. La condition de paysan sans terre a augmenté de 13 pour cent en 1997 et de 20 pour cent en 2004¹². Dans certaines provinces frontalières, les mines terrestres et les engins non explosés limitent la mise en culture de nouvelles terres et perturbent les transports.

⁸ Gouvernement royal du Cambodge, Institut national de santé publique et Institut national de la statistique, 2005. *Enquête démographique et sanitaire*. Phnom Penh.

⁹ D'après l'enquête démographique et sanitaire 2005 au Cambodge, la mortalité infantile s'établit à 66 décès pour 1 000 naissances vivantes et celle des enfants de moins de cinq ans à 83 décès pour 1 000 naissances vivantes.

¹⁰ Gouvernement royal du Cambodge, Ministère de la santé, 2003. *Rapport sur la surveillance sentinelle du VIH/sida*. Phnom Penh.

¹¹ Gouvernement royal du Cambodge, Ministère de la santé, 2005. *Rapport sur la tuberculose*. Phnom Penh.

¹² Gouvernement royal du Cambodge, Institut national de la statistique, 2004. *Enquête socioéconomique 2003/04*. Phnom Penh.



9. La croissance démographique va continuer à contribuer au démantèlement des parcelles héréditaires, entraînant une réduction de la production agricole des ménages et un accroissement de l'exode rural¹³: 40 pour cent des agriculteurs possèdent 0,5 ha ou moins de terre arable¹². Compte tenu des faibles niveaux de productivité agricole, le riz produit par un ménage moyen ne couvrira que 50 pour cent de la consommation de céréales. Dans les ménages ruraux, les deux tiers des dépenses sont consacrées à l'alimentation¹².
10. La surpêche, la concession de terrains pour des raisons économiques et la déforestation ont considérablement dégradé l'accès aux ressources communes. La sylviculture et la pêche, éléments essentiels des stratégies de survie des pauvres, constituent des sources critiques de vivres, de combustible et de revenus en temps de crise. Les possibilités limitées d'emploi non agricole et les niveaux élevés d'endettement réduisent l'accès aux produits alimentaires pour les ménages ruraux.
11. Bien que l'insécurité alimentaire soit principalement imputable à des problèmes d'accès et d'utilisation, l'insuffisance des infrastructures commerciales et de transport entraîne des coûts de transfert élevés pour les céréales, particulièrement entre les zones excédentaires et déficitaires. Les prix du riz sont sensibles à la sécheresse et aux inondations.
12. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 74 pour cent (85 pour cent pour les hommes et 64 pour cent pour les femmes), c'est-à-dire l'un des plus bas de la région¹⁴. En dépit du travail effectué dans le secteur de l'éducation, il est nécessaire d'améliorer l'assiduité scolaire et de réduire le taux d'abandon, même dans l'enseignement primaire.
13. Sur les 91 pour cent d'enfants scolarisés dans une école primaire, seuls 43 pour cent atteindront la fin de leur sixième année scolaire¹⁵; dans les zones reculées, ce chiffre tombe à 25 pour cent. On estime à 1,4 million les enfants âgés de 7 à 14 ans (52 pour cent) économiquement actifs¹⁶, et il est à craindre que la tendance actuelle ne produise une nouvelle "génération perdue", constituée en grande partie de filles, qui n'aura pas accès à l'éducation.

Scénarios

14. Le Cambodge, l'un des pays d'Asie du Sud-Est les plus exposés aux catastrophes, subit les inondations dues à la mousson dans le bassin du Mékong et des sécheresses régulières dans les plaines: parmi les menaces susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité alimentaire, les catastrophes naturelles sont les plus préoccupantes. Un récent rapport gouvernemental indique que 6 pour cent des terres agricoles ont été détruites par les inondations, l'infestation des cultures et la sécheresse entre 2004 et 2006. À cela s'ajoute le risque pour la sécurité alimentaire que représente la grippe aviaire. Les élections

¹³ La population a plus que doublé depuis 1980, et compte actuellement 70 pour cent de personnes de moins de 30 ans.

¹⁴ Gouvernement royal du Cambodge, Institut national de la statistique, 2004. *Enquête démographique intercensitaire*. Phnom Penh.

¹⁵ Gouvernement royal du Cambodge, Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Base de données du ministère, 2006.

¹⁶ Organisation internationale du Travail (OIT), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Banque mondiale, 2006. *Children's Work in Cambodia: A Challenge for Growth and Poverty Reduction* (Le travail des enfants au Cambodge: un défi pour la croissance et la réduction de la pauvreté), Washington, DC.



municipales qui ont eu lieu dernièrement montrent une amélioration de l'administration, mais les lacunes de la gouvernance et l'accroissement des inégalités pourraient aboutir à une instabilité politique.

POLITIQUES, CAPACITES ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET D'AUTRES ACTEURS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

15. Le Gouvernement royal du Cambodge a adopté un vaste programme de réforme qui donne la priorité à l'amélioration de la gouvernance et au développement socioéconomique conformément aux objectifs du Plan national de développement stratégique 2006–2010 (PNDS). Ce plan prévoit de lutter contre la pauvreté et de promouvoir la croissance économique par les moyens suivants: i) amélioration de l'agriculture; ii) construction et réhabilitation des infrastructures; iii) création d'emplois; et iv) développement des ressources humaines. La bonne gouvernance en est l'un des principes clés. Le PNDS et les objectifs du Millénaire pour le développement au Cambodge¹⁷ forment un cadre de lutte contre les causes et les conséquences de l'extrême pauvreté et de la faim.
16. Le Groupe de travail technique sur la sécurité alimentaire et la nutrition, coprésidé par le Conseil pour le développement agricole et rural et le Ministère de la planification et aidé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM, a publié récemment le Document de stratégie pour la sécurité alimentaire et la nutrition 2007–2010. Il ressort de ce document que les principaux obstacles à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition résident dans les domaines de la sylviculture, de la pêche, de l'agriculture, de la santé maternelle et infantile, de l'eau et de l'assainissement ou encore de l'éducation. En coopération avec le Conseil pour le développement agricole et rural, le PAM a publié récemment sur Internet l'*Atlas de la sécurité alimentaire au Cambodge*, qui analyse la faim et la malnutrition dans ce pays.
17. En s'inspirant du PNDS, différents ministères ont élaboré des plans qui sont appuyés par les interventions du PAM: entre autres exemples, citons le Plan stratégique de l'éducation, le Plan stratégique du secteur de la santé et le Plan d'investissement en faveur de la nutrition au Cambodge. Le Comité national pour la gestion des catastrophes continue d'être le centre de coordination du Gouvernement dans la gestion des crises. En dépit des succès obtenus en matière de coordination et de décentralisation de l'aide, un examen des politiques de 2006 relève des difficultés persistantes dans la mise en œuvre des mesures visant à lutter contre la corruption, à réformer le système judiciaire, à améliorer la gestion des catastrophes et à renforcer la sécurité alimentaire dans les zones rurales¹⁸.

¹⁷ Un neuvième OMD a été ajouté: ramener à zéro le nombre de victimes et déminer entièrement le pays.

¹⁸ Gouvernement royal du Cambodge, Conseil pour le développement du Cambodge, 2007. *Résultats de l'action du Gouvernement royal du Cambodge: rapport intérimaire sur les objectifs des indicateurs communs de suivi*. Phnom Penh.



Politiques, capacités et actions d'autres acteurs majeurs

18. Le FMI, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement aident le Gouvernement au moyen de prêts et d'une assistance technique, en appuyant la prestation de services dans l'agriculture, la santé et l'éducation, et en améliorant la capacité d'action des ministères. Des organismes des Nations Unies, des donateurs bilatéraux ainsi que des organisations non gouvernementales (ONG) internationales apportent leur contribution dans la lutte contre la pauvreté, mais le PAM reste le principal acteur de la sécurité alimentaire en milieu rural.

Coordination

19. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2006-2010 vise à aligner l'assistance fournie par les Nations Unies et les donateurs sur le PNDS. Les domaines prioritaires sont: i) une bonne gouvernance ainsi que la promotion et la protection des droits de l'homme; ii) développement de l'agriculture et lutte contre la pauvreté en milieu rural; iii) le renforcement des capacités et le développement des ressources humaines dans les secteurs sociaux; et iv) l'appui au PNDS 2006.
20. Le PAM fait partie de l'équipe de pays des Nations Unies qui aide à coordonner les politiques, les programmes et les actions de l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'Équipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes, présidée par le PAM et incluant l'UNICEF, la FAO, le PNUD et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), contribue à coordonner les mesures de préparation, de gestion et d'intervention en cas de catastrophe.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

21. Cette IPSR a essentiellement pour but d'améliorer la capacité de résistance et de survie des ménages et des communautés vulnérables au moyen d'opérations d'aide alimentaire ciblées. Ses quatre objectifs, liés entre eux, sont les suivants:
- accroître l'aptitude des ménages ciblés à faire face aux chocs (Objectif stratégique 2);
 - améliorer la sécurité alimentaire des ménages comptant des personnes vivant avec le VIH/sida ou des orphelins et d'autres enfants vulnérables (Objectif stratégique 2);
 - réduire la prévalence de la tuberculose dans la population (Objectif stratégique 3); et
 - veiller à ce que les enfants issus de ménages pauvres souffrant d'insécurité alimentaire en âge d'aller à l'école primaire aillent régulièrement en classe et n'abandonnent pas leurs études (Objectif stratégique 4).

STRATEGIE D'INTERVENTION

Nature et efficacité de l'assistance alimentaire jusqu'à présent

22. L'aide du PAM est déterminante pour le redressement du Cambodge: elle a débuté par une opération d'urgence au début des années 90, à laquelle a succédé un programme de redressement et de reconstruction à la fin de la décennie, avec la réconciliation entre le Gouvernement du pays et les derniers Khmers rouges. Au cours de la phase initiale qui a



suivi le conflit, le PAM a commencé à utiliser l'aide alimentaire pour promouvoir la santé et l'éducation parmi les groupes vulnérables, restaurer les infrastructures communautaires et mettre en place un filet de sécurité en cas de crise.

23. L'aide alimentaire fournie par l'intermédiaire des activités Vivres au profit de l'éducation (VPE), Vivres contre travail (VCT) et des activités en faveur des groupes vulnérables a permis d'obtenir des résultats positifs et a été appuyée par les autorités locales et nationales. Les activités VCT, qui sont planifiées et mises en œuvre en collaboration avec les communes et les villages, ont contribué à faciliter la politique de décentralisation du Gouvernement.
24. L'importance des programmes du PAM a été mise en évidence récemment lorsque le Gouvernement a fourni 2 000 tonnes de riz pour remédier à un déficit de financement, démontrant ainsi sa volonté de renforcer son partenariat avec le Programme et reconnaissant le rôle de l'aide alimentaire dans la lutte contre l'insécurité alimentaire en milieu rural. On s'attend à ce que de telles contributions augmentent.

Aperçu de la stratégie

25. Les résultats de l'examen à mi-parcours 2006 et de la Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire 2007 (IPC, *Integrated Food Security and Humanitarian Phase Classification*) démontrent qu'il est nécessaire de poursuivre l'aide alimentaire pour répondre aux besoins immédiats et à long terme des ménages pauvres exposés à l'insécurité alimentaire. Une analyse des écarts réalisée en 2006 estimait à 2,3 millions le nombre de femmes et d'enfants sous-alimentés; du fait de ses ressources limitées, le PAM n'avait pu atteindre que la moitié de cette population au cours de l'IPSR précédente de trois ans. L'examen à mi-parcours recommandait que l'IPSR s'appuie sur les projets précédents: IPSR 10305.0 "Aide aux populations en situation de crise" et IPSR 6038.01 "Aide alimentaire pour le relèvement et la reconstruction".
26. Comme le suggéraient l'examen à mi-parcours et l'IPC, auxquels ont participé le Gouvernement, les Nations Unies et des ONG partenaires, la présente IPSR vise à améliorer la sécurité alimentaire des ménages et des communautés vulnérables par des interventions combinées dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la réduction des risques de catastrophe. Le PAM s'efforcera de renforcer la concentration géographique des activités complémentaires afin de maximiser l'impact de l'aide alimentaire. Les principales activités seront les suivantes:
 - **éducation:** alimentation scolaire et rations à emporter pour les enfants vulnérables, en particulier les filles;
 - **santé et nutrition:** assistance alimentaire aux personnes vivant avec le VIH/sida, aux orphelins et autres enfants vulnérables et aux patients atteints de tuberculose;
 - **réduction des risques de catastrophe:** activités VCT de création d'avoires communautaires, activités Vivres au profit de la formation (VPF) et secours alimentaires.



27. Qui dit amélioration durable de la situation socioéconomique, dit amélioration de l'accès à l'instruction primaire, notamment pour les filles. Le programme d'alimentation scolaire, mis en œuvre par les autorités locales et les comités scolaires avec l'appui d'ONG, assure un petit déjeuner quotidien aux écoliers tout au long de l'année; cette mesure vise à inciter les enfants issus de familles pauvres à s'inscrire à l'école, à venir en classe régulièrement et à achever leurs études. Elle aide également à atténuer la faim immédiate et à améliorer la concentration des élèves. Au cours de ces dernières années, l'alimentation scolaire s'est traduite par une augmentation du taux de scolarisation et d'assiduité. Le PAM continuera d'encourager les activités VPE dans les établissements qui ont mis en place des programmes d'éducation préscolaire afin d'encourager la scolarisation.
28. Des rations à emporter seront distribuées aux élèves issus de familles pauvres afin d'inciter celles-ci à envoyer leurs enfants à l'école et de compenser l'impact de la perte de main-d'œuvre ou de revenu. Les rations à emporter réduisent les taux d'abandon et augmentent la proportion des élèves qui achèvent leurs études. Conjuguées, l'alimentation scolaire et les rations à emporter valorisent l'éducation dans les zones isolées et diminuent la faim immédiate.
29. Une ration alimentaire est distribuée aux patients tuberculeux pour les inciter à suivre un traitement et à adhérer au programme national de lutte contre la tuberculose. Ces rations améliorent la sécurité alimentaire et la santé des patients pendant la convalescence.
30. L'aide alimentaire distribuée aux personnes vivant avec le VIH/sida et aux orphelins et autres enfants vulnérables dans le cadre des prestations à domicile stabilise l'accès des ménages à la nourriture, diminue la proportion du revenu consacrée à l'alimentation, contribue à améliorer l'état de santé et réduit les stratégies de survie préjudiciables telles que la déscolarisation des enfants, la migration, l'endettement, la traite des êtres humains et la vente d'avoirs productifs.
31. Les activités VCT, principale composante de la réduction des risques de catastrophe, permettront aux ménages pauvres en situation d'insécurité alimentaire de participer à la création d'avoirs communautaires tels que des étangs collectifs et des fossés d'irrigation, qui permettent d'améliorer la capacité de résistance des populations dans les régions sujettes à la sécheresse. Des zones protégées surélevées réduiront l'exposition aux inondations dans le bassin du Mékong. La construction de routes tertiaires dans les zones rurales facilitera l'accès aux marchés, aux écoles, aux centres de santé, aux fermes et aux villages.
32. Les activités VCT sont vitales pour combler le déficit alimentaire que connaissent les ménages pauvres entre les mois d'août et décembre, avant la récolte principale. Conformément aux objectifs visant à renforcer la capacité du Gouvernement dans le cadre des activités VCT, la responsabilisation et la transparence en matière de planification des projets, de contrôle de la qualité, de coordination et de suivi seront des composantes centrales des activités VCT.
33. Dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe, les activités VPF appuieront la génération de revenus, la recherche d'autres moyens de subsistance et l'amélioration des pratiques agricoles dans le but de renforcer les mécanismes de survie. Une formation professionnelle à plus long terme sera proposée aux groupes vulnérables et mise en place par l'intermédiaire de partenaires VPF. L'apprentissage de compétences de la vie courante sera encouragé afin d'améliorer l'impact des interventions. Les activités VPF développeront des moyens de subsistance durables de façon à permettre aux ménages vulnérables de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire.



34. Les secours alimentaires font également partie de la réduction des risques de catastrophe: ils prendront la forme de distributions gratuites de vivres pendant une courte période après une catastrophe naturelle et par des activités destinées à accroître la capacité des ménages et des communautés en état d'insécurité alimentaire à atténuer l'impact des chocs. Avec l'appui des partenaires coopérants, des banques de riz seront construites et gérées dans les villages afin d'améliorer la capacité de résistance aux mauvaises récoltes.

Stratégie de transfert des responsabilités

35. L'aide alimentaire sera intégrée dans les programmes des ONG et des ministères partenaires pour renforcer la capacité de résistance des ménages et des communautés ciblées, notamment dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe et des activités VPF. Le PAM donnera la priorité aux partenaires à même de proposer des activités complémentaires telles que des activités génératrices de revenus, afin d'aider les bénéficiaires à sortir du cadre de l'intervention le moment venu. La majeure partie de l'aide du PAM sera consacrée aux programmes VPE, dans lesquels les vivres sont pour le moment la composante principale pour obtenir des taux de rétention scolaire plus élevés.
36. Le PAM encouragera l'adoption par ses partenaires de pratiques optimales de mise en œuvre; l'Organisation poursuivra également ses efforts en vue d'obtenir une augmentation du financement gouvernemental, qui a commencé au cours de la phase actuelle de l'IPSR, afin de maintenir et de développer ces programmes parallèlement à l'amélioration de l'économie. La perspective de revenus issus du pétrole et du gaz, conjuguée à la croissance économique actuelle et aux réformes structurelles planifiées, laisse prévoir une poursuite du redressement, qui devrait déboucher à long terme sur une moindre dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure. Cependant, une étude récente montre que la découverte de réserves pétrolières a eu des répercussions négatives dans les pays à faible revenu tels que le Cambodge et a même entraîné une déstabilisation de ces pays. Il ne faut pas sous-estimer les difficultés des relations avec un secteur public pléthorique, insuffisamment qualifié et peu motivé. Le PAM prévoit un transfert de responsabilités au terme de cette IPSR, mais il faudra faire le point sur les améliorations de la situation de la sécurité alimentaire et l'augmentation de la disponibilité des ressources gouvernementales lors de l'évaluation à mi-parcours de 2009.

BENEFICIAIRES ET CIBLAGE

37. Le ciblage provincial repose sur les résultats de l'IPC 2007; des informations complémentaires collectées à partir de l'*Atlas de la sécurité alimentaire au Cambodge* font ressortir que l'insécurité alimentaire varie selon la situation géographique et les groupes économiques. L'IPC montre que 2,6 millions de personnes, vivant au-dessous du seuil de pauvreté et souffrant de carences alimentaires chroniques, sont concernées par l'aide alimentaire. En raison des contraintes budgétaires, des coûts unitaires élevés liés à la grande dispersion des bénéficiaires et de la disponibilité limitée de partenaires adaptés, l'IPSR ciblera uniquement 960 000 bénéficiaires par an; elle ne pourra pas étendre aux provinces de l'est du pays les zones cibles de la réduction des risques de catastrophe et des activités VPE.



TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES ET BESOINS ALIMENTAIRES, PAR TYPE D'INTERVENTION

Type d'intervention	2008		2009		2010		Total*	
	Nombre de bénéficiaires	Besoins alimentaires (tonnes)	Nombre de bénéficiaires	Besoins alimentaires (tonnes)	Nombre de bénéficiaires	Besoins alimentaires (tonnes)	Nombre de bénéficiaires	Besoins alimentaires (tonnes)
Éducation	657 000	15 733	657 000	15 733	657 000	15 733	1 017 000	47 200
Santé et nutrition	113 000	10 348	113 000	10 348	113 000	10 348	208 000	31 044
Réduction des risques de catastrophe	186 000	4 200	186 000	4 200	186 000	4 200	557 000	12 600
Totaux annuels	956 000	30 281	956 000	30 281	956 000	30 281	1 782 000	90 844

* N.B.: Le nombre de bénéficiaires par année correspond au nombre de personnes recevant une aide du PAM au cours d'une année. Le nombre total de bénéficiaires correspond au nombre total de personnes recevant une assistance du PAM pendant toute la durée de l'IPSR, soit 36 mois, et évite le double comptage d'une année sur l'autre, conformément aux lignes directrices du PAM.



38. L'IPC a analysé les données quantitatives et qualitatives relatives à l'éducation, à la nutrition, à la santé, aux moyens de subsistance et aux stratégies de survie, à la situation économique et aux risques. Pour la plupart des indicateurs, aucune donnée n'était disponible au niveau des districts ou des communes. Les zones cibles ont donc été définies à l'échelle des seules provinces. La sélection des districts et des communes cibles pour les activités VPE sera réalisée au moyen des informations communiquées par le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Des données sur la pauvreté et les risques, vérifiées par des visites sur le terrain, seront utilisées pour déterminer les communes et les villages cibles dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe.
39. La disponibilité de partenaires coopérants en mesure de proposer des activités complémentaires et d'appuyer les interventions d'aide alimentaire sera prise en compte dans les décisions de ciblage finales. Les zones bénéficiaires correspondront aux cinq provinces connaissant un haut niveau d'insécurité alimentaire et ciblées par le projet d'appui à la santé maternelle et infantile (projet de développement 10170.2), qui permettra aux populations visées par l'IPSR de profiter d'interventions nutritionnelles complémentaires; les projets VPE, réduction des risques de catastrophe et de santé viendront renforcer la sécurité alimentaire dans les mêmes zones. Le regroupement croissant des interventions dans les mêmes régions offrira au PAM la possibilité d'améliorer la synergie entre les programmes.
40. Les activités VPE cibleront 12 provinces à partir des trois principaux indicateurs d'éducation suivants: taux net de scolarisation, taux d'assiduité et taux d'achèvement des études définis par l'IPC. Les districts et les écoles seront ciblés en fonction de leur isolement géographique et des informations du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Tous les enfants se rendant dans les écoles ciblées peuvent bénéficier de l'alimentation scolaire, mais les rations à emporter seront distribuées aux enfants des ménages les plus pauvres, notamment aux filles, qui risquent davantage que les garçons de quitter l'école. Les directeurs d'école et les partenaires coopérants aideront à sélectionner les bénéficiaires.
41. Les interventions en matière de lutte contre la tuberculose seront mises en place au niveau national par l'intermédiaire du système public de santé. Le ciblage des interventions VIH/sida sera établi à partir du taux de prévalence et des évaluations de la sécurité alimentaire des ménages au cours des phases de mise en place et de retrait. L'appui du PAM en faveur des personnes vivant avec le VIH/sida et des orphelins et autres enfants vulnérables dépendra de la présence d'ONG fiables proposant des programmes de soins à domicile.
42. Les activités visant à réduire les risques de catastrophe seront mises en place dans dix provinces. Dans les autres provinces, des activités VCT assurées par des ONG seront envisagées en fonction de la disponibilité des partenaires et des besoins. D'autres activités telles que les banques de riz, la génération de revenus et la formation agricole seront étudiées pour toutes les provinces ciblées dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe. Les participants aux activités VPF seront sélectionnés par les partenaires coopérants, priorité étant donnée aux ménages sous la responsabilité de femmes, aux adolescentes et aux personnes vivant avec le VIH/sida. Les distributions de secours alimentaires ne seront pas limitées aux provinces ciblées, mais seront effectuées en fonction des besoins avérés.



CONSIDERATIONS NUTRITIONNELLES ET RATIONS ALIMENTAIRES

43. Des rations seront distribuées à des personnes et à des ménages vulnérables pour qu'ils puissent mieux se nourrir (voir tableau 2). Des petits déjeuners seront donnés aux élèves dans le cadre du programme d'alimentation scolaire; une ration à emporter mensuelle sera fournie aux enfants qui auront été sélectionnés. Les patients atteints de la tuberculose recevront une ration trimestrielle en fonction de leur observance du traitement; les personnes vivant avec le VIH/sida bénéficieront d'une ration mensuelle dans le cadre du programme de soins à domicile. Pour les activités VPF, les participants à la formation professionnelle recevront des rations quotidiennes sur site; les stagiaires assistant aux cours d'acquisition de compétences de la vie courante recevront une ration à emporter quotidienne. Les participants VCT obtiendront des rations en fonction des unités produites par un ménage dans un projet donné.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES							
		Rations (kg)					
Activité	Unité /fréquence	Riz	Poisson	Huile	Sel	Haricots	Total
Éducation							
Alimentation scolaire	1 enfant/jour	0,1	0,02	0,01	0,003	0,025	0,16
Rations à emporter	1 enfant/mois	15		1		2	18
Volontaires (formateurs, personnes préparant les repas)	1 personne/mois	15		1			16
Santé et nutrition							
Programme national de lutte contre la tuberculose	1 patient/trimestre	60		1,5	1		62,5
VIH/sida (ménage)	1 ménage/mois	30		1	0,5		31,5
Réduction des risques de catastrophe							
Distribution des secours alimentaires	1 ménage/mois	50					50
VPF							
Formation professionnelle	1 stagiaire/jour	0,3		0,02	0,01		0,33
Acquisition de compétences de la vie courante	1 stagiaire/jour	1,5					1,5
VCT							
Creusement/remplissage/compactage	m ³	3,5					3,5
Enherbement	m ²	0,5					0,5
Étangs de village	m ³	4,5					4,5
Plantation d'arbres	nombre	1					1
Comité de projet	% du totale du projet VCT	3					3

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION

44. Comme dans l'intervention en cours, des critères de référence et des principes relatifs aux Engagements renforcés en faveur des femmes seront classés par ordre de priorité lors de l'élaboration et de l'exécution du projet. Les résultats de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) détermineront les zones présentant de hauts niveaux de disparité entre les sexes dans les domaines de la santé et de l'éducation lorsque des données par sexe seront disponibles. Les Engagements renforcés en faveur des femmes seront intégrés autant que possible dans les formations destinées aux organismes de contrepartie gouvernementaux et aux autres partenaires coopérants. Les objectifs II, III, V, VI et VII



des Engagements renforcés en faveur des femmes sont inclus dans le projet d'IPSR et feront l'objet d'une attention particulière.

45. La collaboration avec les ministères, les ONG et les organismes des Nations Unies est un élément essentiel de l'IPSR: les activités complémentaires de ces différents acteurs, leurs apports financiers, leur présence sur le terrain ainsi que leur savoir-faire technique améliorent l'efficacité des interventions d'aide alimentaire. L'intégration de l'IPSR dans les activités des partenaires facilite le traitement des causes multidimensionnelles de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire. Les partenariats avec les ministères seront renforcés au cours de l'intervention, en mettant l'accent sur l'augmentation des capacités du Comité national pour la gestion des catastrophes.
46. Un grand nombre de partenariats établis à l'occasion de l'IPSR en cours se poursuivront lors de l'intervention suivante. Le Gouvernement a repris les programmes de déparasitage de l'UNICEF et de l'OMS; les activités du Ministère de la santé touchent à présent 95 pour cent des écoles. L'UNICEF et l'OMS se concentrent sur le suivi des projets et le renforcement des capacités. Le PAM collabore également avec les "écoles amies des enfants" de l'UNICEF, qui assurent une instruction de meilleure qualité, du matériel scolaire, des puits et des sanitaires dans divers établissements sélectionnés des six provinces cibles de l'Organisation. Parmi les autres partenaires du programme VPE, citons School Aid Japan, World Vision et Kampuchea Action for Primary Education (KAPE). De nouveaux partenariats sont envisagés, notamment dans le cadre des programmes d'action nationaux d'adaptation aux changements climatiques du PNUD et de projets de sécurité alimentaire avec la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA).
47. Le principal partenaire du programme de lutte contre la tuberculose est le Centre national de lutte contre la tuberculose, qui est appuyé par l'OMS, l'Agence japonaise de coopération internationale, la Banque mondiale et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. L'appui alimentaire aux personnes vivant avec le VIH/sida et aux orphelins et autres enfants vulnérables entre dans le cadre d'un programme de soins à domicile mené par des ONG partenaires, notamment World Vision, l'ONG cambodgienne KHANA active dans la lutte contre le VIH/sida, Save the Children-Australie et Caritas.
48. Le principal partenaire des activités VCT restera le Ministère du développement rural. Une collaboration supplémentaire dans le cadre des activités VCT sera maintenue avec World Vision, Caritas et Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF); la collaboration avec AVSF et d'autres ONG en matière de construction et de gestion des banques de riz se poursuivra. Les activités VPF destinées à améliorer les mécanismes de survie des groupes vulnérables continueront avec les partenaires actuels, notamment Caritas et Agir pour les femmes en situation précaire, une ONG qui assure des formations auprès des victimes de la traite des êtres humains.
49. Le PAM fournira des articles non alimentaires pour les activités VCT: ponceaux, équipement de levé topographique et panneaux de signalisation. Des partenaires tels que Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et le PNUD seront sollicités pour fournir de la latérite pour les routes. Le PAM distribuera également des informations et des supports éducatifs pour la santé et l'éducation, du matériel de cuisine pour l'alimentation scolaire, des balances et des outils pour les jardins scolaires. Pour contribuer à réduire au minimum les impacts néfastes sur l'environnement, le programme VPE continuera d'intégrer l'utilisation de fourneaux à haut rendement et apportera son aide à la plantation d'arbres dans les écoles sélectionnées.



50. Le réseau national d'entrepôts, géré et administré par le PAM, peut stocker 20 000 tonnes de vivres. Le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS) suit les mouvements de stock de chaque expédition et signale les pertes et les dégradations. Tous les entrepôts sont reliés au moyen de connexions téléphoniques, par radio haute fréquence et par Internet.
51. Selon l'évolution des prix et la disponibilité des ressources, le PAM continuera d'acheter localement le riz, les légumes secs et le sel; l'huile végétale et le poisson en conserve seront achetés sur des marchés régionaux. Les produits alimentaires achetés localement sont livrés directement aux entrepôts par les fournisseurs. Ces dispositions réduisent au minimum les coûts associés au transport terrestre, à l'entreposage et à la manutention (TTEM) et répondent aux attentes des bénéficiaires. La matrice TTEM sera révisée régulièrement pour tenir compte des variations de coûts.

SUIVI DES RESULTATS

52. Le suivi sera conforme à la gestion axée sur les résultats. Le PAM mettra au point une panoplie simplifiée de mesures de suivi et d'évaluation (S&E) comprenant des formulaires de compte rendu normalisés pour toutes les composantes du programme. Le bureau de pays a actualisé la base de données du programme: il peut dorénavant collecter des données ventilées par sexe et par âge pour les intrants, les activités et les produits du programme.
53. Le bureau du PAM au Cambodge a mis en place un système rigoureux de suivi des résultats: un grand nombre de sites inclus dans le projet reçoivent plusieurs visites de suivi par an; le personnel du PAM assiste à la plupart des distributions de vivres. Trois bureaux auxiliaires sont chargés de la mise en œuvre du projet; 6 000 visites de suivi sont réalisées chaque année pour l'intervention en cours.
54. Le personnel du PAM assure des prestations de formation et de conseil auprès des partenaires coopérants dans le domaine du suivi et de l'évaluation ainsi que de l'établissement des rapports. Une évaluation à mi-parcours de l'IPSR est planifiée afin de mesurer le ciblage, la mise en œuvre et l'efficacité des interventions de l'Organisation.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS EN CAS D'URGENCE

Évaluation des risques

55. Les principaux risques de la mise en œuvre de l'IPSR sont les suivants:
- une catastrophe naturelle de grande ampleur nécessitant le transfert de ressources des activités planifiées vers des opérations de secours d'urgence;
 - une crise de santé publique majeure telle que la grippe aviaire interrompant les opérations;
 - des expropriations foncières conduisant à des déplacements continuels des populations pauvres urbaines et rurales, avec comme conséquence une dégradation de la sécurité;



- une instabilité politique perturbant les actions du Gouvernement ou limitant l'accès à certaines zones;
- une limitation des capacités et des budgets du Gouvernement et des partenaires coopérants.

Planification des mesures d'urgence

56. En sa qualité de président de l'Équipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes, le PAM dirige la coordination des mesures de préparation, de gestion et d'intervention en cas de catastrophe. L'unité ACV du PAM surveille en permanence les inondations et les sécheresses possibles ou en cours qui pourraient menacer la sécurité alimentaire. Un plan annuel d'interventions en cas d'urgence est établi afin d'examiner les scénarios de catastrophe et d'estimer les besoins alimentaires et d'autres questions; la mise à jour annuelle du plan d'action de l'Équipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes contribue à alimenter la planification interinstitutions des interventions en cas d'urgence des Nations Unies.

CONSIDERATIONS LIEES A LA SECURITE

57. En 2006, le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies a fait passer le statut du Cambodge de la phase de sécurité un à la phase "aucune sécurité". Les bureaux de Phnom Penh et les trois bureaux auxiliaires respectent les normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS) des Nations Unies; la formation du personnel du PAM aux mesures de sécurité se poursuivra.
58. La stabilité politique récente semble indiquer que toutes les zones devraient être accessibles pendant la durée de l'IPSR. Des restrictions pourraient être imposées dans les secteurs connaissant des actes de banditisme armé. Des mines terrestres et des engins non explosés constituent un danger dans les zones frontalières avec la Thaïlande et le Viet Nam. La criminalité violente est une grave source de préoccupation au Cambodge, en particulier à Phnom Penh et dans les villes principales.

RECOMMANDATION

59. Le Conseil est invité à approuver l'IPSR 10305.1 "Aide aux populations en situation de crise" proposée pour le Cambodge.



ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars)	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Riz	75 221	298	22 426 272
– Poisson en conserve	4 163	1 727	7 190 500
– Huile végétale	3 807	997	3 796 596
– Légumes secs	6 524	375	2 446 500
– Sel	1 128	135	152 280
Coût total des produits alimentaires	90 844		36 012 148
Transport extérieur			1 917 220
Transport intérieur, entreposage et manutention			5 708 147
Total transport terrestre, entreposage et manutention			5 708 147
Autres coûts opérationnels directs			1 548 501
Total coûts opérationnels directs			45 186 016
B. Coûts d'appui directs² (voir annexe I-B)			8 015 954
C. Coûts d'appui indirects (7.0 pour cent)³			3 724 138
COÛT TOTAL POUR LE PAM			56 926 108

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Son contenu peut varier.

² Il s'agit d'un chiffre indicatif donné à titre d'information. L'allocation des coûts d'appui directs est réexaminée chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	1 738 440
Consultants internationaux	283 300
Administrateurs recrutés au plan national	950 798
Personnel des services généraux recrutés au plan national	2 183 607
Personnel temporaire	89 738
Consultants nationaux	24 800
Voyages officiels du personnel	686 132
Formation et perfectionnement du personnel	165 461
Total partiel	6 122 276
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	282 644
Charges (générales)	182 684
Fournitures de bureau	72 192
Technologies de l'information et des communications	244 143
Assurances	52 140
Réparation et entretien du matériel	32 600
Entretien et frais d'exploitation des véhicules	264 620
Autres dépenses de bureau	84 750
Prestations aux organisations des Nations Unies	168 914
Total partiel	1 384 687
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	185 868
Véhicules	131 373
Équipement (télécommunications et informatique)	191 750
Total partiel	508 991
TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS	8 015 954



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p>Effet direct 1</p> <p>Aptitude accrue des ménages vulnérables ciblés à faire face aux chocs (Objectif stratégique 2).</p>	<p>Diversité du régime alimentaire et fréquence de l'alimentation.</p>	<p>Maintien de la stabilité politique.</p> <p>Engagement du Gouvernement à mettre en place le Plan national de développement stratégique.</p>
<p>Produit 1.1</p> <p>Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés qui doivent faire face à des situations de crise et de transition ou sont vulnérables aux chocs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre réel de personnes vivant avec le VIH/sida, d'orphelins et autres enfants vulnérables et bénéficiaires de secours recevant une aide alimentaire du PAM par l'intermédiaire des prestataires de soins à domicile et dans le cadre d'activités de secours, en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par sexe. ➤ Tonnage réel des vivres distribués par l'intermédiaire de chaque prestataire de soins à domicile et dans le cadre de chaque activité de secours, en pourcentage des distributions prévues, par type d'aliment. 	<p>Aucune rupture de filière durant le projet.</p> <p>Absence d'inondations ou de sécheresses de gravité exceptionnelle.</p> <p>Aucune épizootie de grippe aviaire, ce qui perturberait tous les programmes.</p> <p>Toutes les parties prenantes assument leurs responsabilités.</p>
<p>Produit 1.2</p> <p>Participation des bénéficiaires ciblés aux opérations appuyées par une aide alimentaire et visant la création d'avoirs, la génération de revenus et l'acquisition de compétences de la vie courante.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre réel de participants à chaque activité VCT et VPF, en pourcentage du nombre prévu de participants, par sexe. ➤ Tonnage réel des vivres distribués par l'intermédiaire de chaque activité, en pourcentage des distributions prévues, par type d'aliment. ➤ Nombre réel, durée et type des avoirs créés pour la communauté ciblée, en pourcentage des activités prévues. ➤ Nombre réel et type des formations visant l'acquisition de compétences de la vie courante et de compétences professionnelles, en pourcentage des activités prévues. ➤ Volume réel de terrassement réalisé par l'intermédiaire de chaque activité, en pourcentage de la prévision, par partenaire et par province. 	
<p>Produit 1.3</p> <p>Livraison et fabrication d'articles non alimentaires pour les communautés ciblées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre réel d'articles non alimentaires livrés ou fabriqués pour les communautés ciblées, en pourcentage de la prévision, par partenaire et par province. 	

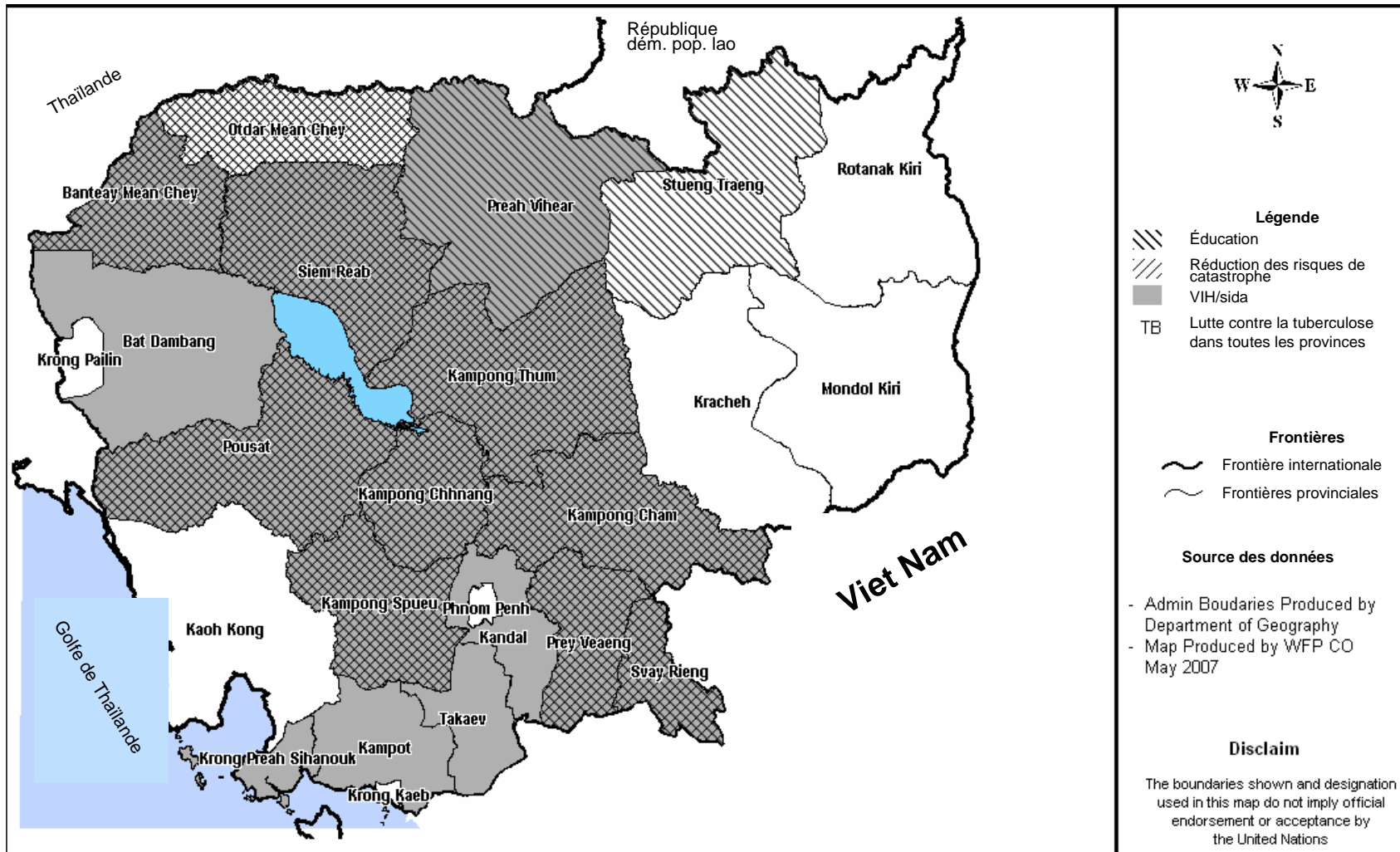


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
Effet direct 2 Réduction de la prévalence de la tuberculose (Objectif stratégique 3)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de guérison de la tuberculose. 	Stabilité de l'approvisionnement en médicaments et absence de facteurs (autres que le manque de nourriture) susceptibles de compromettre le respect du protocole de traitement. Aucune rupture de filière. Toutes les parties prenantes assument leurs responsabilités. Aucune épizootie de grippe aviaire, ce qui perturberait tous les programmes.
Produit 2.1 Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante pour les personnes tuberculeuses.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre réel de patients tuberculeux recevant une aide alimentaire du PAM, en pourcentage du nombre prévu, par sexe. ➤ Tonnage réel des vivres distribués par l'intermédiaire des activités en relation avec la tuberculose, en pourcentage des distributions prévues, par type d'aliment. 	
Effet direct 3 Amélioration de l'accès à l'éducation des ménages souffrant d'insécurité alimentaire et apports positifs de cette éducation (Objectif stratégique 4)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de scolarisations en valeur absolue: Nombre de garçons et de filles scolarisés dans des établissements primaires et préscolaires aidés par le PAM. ➤ Taux net de scolarisation: pourcentages des garçons et des filles d'âge primaire scolarisés dans des écoles primaires aidées par le PAM. ➤ Taux d'assiduité: pourcentages des garçons et des filles assistant à la classe dans les écoles primaires aidées par le PAM. ➤ Taux de scolarisation des filles par rapport aux garçons dans les écoles aidées par le PAM. 	Aucune rupture de filière. Aucune épizootie de grippe aviaire, ce qui perturberait tous les programmes. Toutes les parties prenantes assument leurs responsabilités: l'aide alimentaire seule ne permettra pas d'atteindre les effets directs.
Produit 3.1 Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante* aux enfants de l'enseignement primaire et d'établissements préscolaires sélectionnés.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre réel de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM par l'intermédiaire des distributions sur site et des rations à emporter, en pourcentage du nombre prévu, par groupe d'âges et sexe. ➤ Tonnage réel des vivres distribués par l'intermédiaire des distributions sur site et des rations à emporter, en pourcentage des prévisions, par type d'aliment. 	

* L'expression "en quantité suffisante" signifie "permettant d'atteindre la ration prévue".



IPSR Cambodge 10305.1: Carte des zones bénéficiaires



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
AVSF	Agronomes et vétérinaires sans frontières
COMPAS	Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fond monétaire international
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPC	<i>Integrated Food Security and Humanitarian Phase Classification</i> (Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire)
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
KAPE	Kampuchea Action for Primary Education
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
MOSS	Normes minimales de sécurité opérationnelle
OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PNDS	Plan national de développement stratégique
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
S&E	suivi et évaluation
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VIH/sida	virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
VPE	Vivres au profit de l'éducation
VPF	Vivres au profit de la formation